

## RÉSUMÉS

Renato ZANGHERI, *Contadini e politica nell'800. La storiografia italiana*, p. 13-27.

Un passaggio dal sociale al politico, la partecipazione dei contadini al movimento nazionale, furono tentati e fallirono negli anni del Risorgimento. I patrioti liberali respinsero in qualche modo questi tentativi, i contadini restarono o tornarono su posizioni reazionarie. Questa è ormai una acquisizione della storiografia italiana. I contadini rientrano in campo, in linea generale, solo allo scoppio della crisi agraria e si incontrano nella Valle padana con i superstiti del garibaldismo democratico che volgono al socialismo. La borghesia radicale aveva mancato l'incontro, la differenza con le campagne francesi è lampante. I contadini italiani cercano una guida e la trovano in alcune regioni nei socialisti. Ha inizio quella forma di politicizzazione che sarà chiamata «socialismo rurale», e che è, per la sua ampiezza e durata, una peculiarità italiana. Non è la repubblica ad andare in Italia al villaggio, sono i socialisti. I contadini si organizzano, su questa spinta, costituiscono le leghe di resistenza, le cooperative, le sezioni e i circoli di partito, danno vita a un movimento di massa che non ha paragoni in altri paesi, non solo per la preponderanza nella popolazione agricola attiva di un bracciantato di dimensioni altrove sconosciute, salvo rari casi, ma perché accanto ad esso si collocano, non certo dovunque, mezzadri e piccoli proprietari. Le donne sono spesso in prima fila, sottraendosi alla tutela di un clero passatista. Solo a partire dall'ultimo decennio del secolo l'organizzazione cattolica nelle campagne diventa «un fattore di movimento e di trasformazione».

Ramón VILLARES, *Política y mundo rural en la España contemporánea. Algunas consideraciones historiográficas*, p. 29-46.

La politización de las masas campesinas en la España de la Restauración es un asunto poco estudiado. Pero analizado desde el punto de vista de los resultados electorales, la interpretación más canónica, desde J. Costa, es que la población española de la época se caracterizaba por una gran desmovilización política y una estrecha dependencia de las redes del clientelismo político de los grandes partidos dinásticos, que utilizaban de forma selectiva los recursos de la administración del Estado.

En este artículo se propone, con apoyo en una historiografía que se ha desarrollado mucho en la década de los noventa, una revisión de esta interpretación. Para ello, se llama la atención sobre dos aspectos. El primero, la gran trans-

formación experimentada por la agricultura española a partir de mediados del siglo XIX, en contra de una visión tradicional que insistía especialmente en su inmovilismo. El segundo, en la existencia de muchos indicadores de movilización campesina, desde fines del siglo XIX, bien en forma de bandos locales, bien como expresión de un movimiento societario que articuló la malla de los pequeños propietarios de gran parte de España.

La conclusión de todo ello es que, frente a la interpretación del clientelismo político como un fenómeno «descendente» o «difusionista», conviene tener presente la existencia de muchos ejemplos de influencia «ascendente», en los que el protagonismo de bandos y conflictos de carácter local modifican notablemente la naturaleza de las relaciones políticas en el mundo rural.

Alain CORBIN, *Recherche historique et imaginaire politique. À propos des campagnes françaises au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 47-55.

Les figures imaginaires de la paysannerie n'ont cessé de peser sur l'écriture de l'histoire des campagnes françaises et, plus précisément, sur celle de leur politisation. Celle-ci a été longtemps assimilée à la conquête républicaine, ce qui est à l'évidence réducteur. Deux manières de faire ont été pratiquées, successivement ou simultanément. La première privilégiait la descente des idéologies du haut vers le bas de la pyramide sociale; elle impliquait donc une attention particulière aux médiateurs. La seconde consistait à suivre les procédures de la réception, les logiques de l'intégration ou du rejet de l'apport extérieur; et donc à cesser de considérer les habitants des campagnes comme une cire molle. Dans cette perspective, nous proposons ici un long travail préalable qui seul permettrait au chercheur d'adopter une optique compréhensive.

Jean-Pierre JESSENNE, *Synergie nationale et dynamique communautaire dans l'évolution politique rurale par-delà la Révolution française (vers 1780 – vers 1830)*, p. 57-79.

En mettant en rapport synergie nationale et dynamique communautaire, de 1780 à 1830 environ, il s'agit d'examiner si la première, qui suppose l'existence d'un lien citoyen à l'échelle de la nation française et la reconnaissance d'une autorité commune, est compatible avec la seconde, c'est-à-dire avec les manifestations diverses d'appartenance à un groupe d'habitants avec ses solidarités et ses dépendances. La contribution propose donc de dépasser une historiographie qui tend à opposer ces deux processus. Cette proposition s'appuie sur la réévaluation de l'adaptation de la collectivité villageoise, d'abord en précisant les dimensions multiples de la communauté, ensuite en reconsidérant la persistance de ses fonctions régulatrices. Pour autant, l'analyse plus spécifique de la séquence autour de

1789 et des transformations conjointes du système territorial, du pouvoir local et des engagements des citoyens montre le passage d'une crise aiguë du système d'autorité à une convergence manifeste entre synergie nationale et dynamique communautaire. Mais le survol des décennies qui suivent conduit à dégager d'abord les logiques très contradictoires qui se déploient de 1792 à 1799, puis le *modus vivendi* ambigu entre État et collectivités villageoises, établi à partir du Consulat. Ainsi nous éloignons nous autant des schémas de la passivité paysanne que des visions unilinéaires de la politisation.

Gilles PÉCOUT, *Politisation et transition étatique dans les campagnes toscanes du Risorgimento*, p. 81-89.

La question de la transition étatique dans les campagnes toscanes, au début des années 1860, doit être posée en termes de politisation, c'est-à-dire par rapport au processus d'intégration des métayers dans la collectivité nationale. Un discours nouveau sur l'État apparaît lors du plébiscite de mars 1860. Les thèmes favorables à l'union avec le Piémont insistent sur la relation instaurée entre la modernité politique et les effets de dimension de l'État. Seul un grand État comme l'Italie nouvelle peut protéger tous ses citoyens et garantir travail et prospérité à ses paysans. Les résultats du plébiscite ont donné une large majorité aux partisans de l'unification. Mais est-ce le signe d'une réelle insertion politique? Les instruments de nationalisation mis en œuvre ont trop souvent été négligés par les études sur l'Italie libérale attachées à montrer l'inachèvement du *Risorgimento*. Cependant ces efforts (instruction, diffusion des signes d'appartenance patriotique) traduisent une politisation intégratrice, visible à travers les mutations du discours officiel sur l'apolitisme rural, processus ultérieurement exploité par des forces plus radicales de politisation conflictuelle.

Jean-François CHANET, *École et politisation dans les campagnes françaises au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 91-106.

Si en France le XIX<sup>e</sup> siècle a pu être dit «le siècle de l'éducation», c'est d'abord parce que les dirigeants, préoccupés de clore la Révolution, ont reconnu dans «le gouvernement des esprits», comme disait Guizot, «le grand problème des sociétés modernes». Et c'est aussi parce que le désir d'ascension, ressort de la société démocratique, a conduit le peuple à voir dans l'instruction primaire le service public le plus utile à la nation. École politisante, école politisée : la distinction résulte de la place occupée par l'institution scolaire dans la société, à la fois agent de civilisation et enjeu du débat sur les valeurs fondamentales qui devaient régir l'État-nation. Si l'école a dû, au XX<sup>e</sup> siècle, s'adapter aux modalités et aux objectifs nouveaux de la démocratisation, elle a contribué, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup>, à répandre cette aspiration dans le pays.

Jean-Clément MARTIN, *Face à la Révolution, quelle politisation des communautés rurales?*, p. 107-115.

L'introduction de la politique et du politique dans la vie des communautés rurales françaises opposées – ou au moins réticentes – à la Révolution pose un redoutable problème. S'il est certain que ces ruraux sont bien dépendants du cadre politique inventé à partir de 1789, face auquel leurs propres positions ne peuvent pas passer pour un projet politique équivalent, il n'en reste pas moins qu'il n'est pas possible de les comprendre hors de la vie politique, indignes d'y prendre leur part. L'engagement dans la Contre-Révolution aura été, paradoxalement mais efficacement, l'occasion d'une action politique (dans la politique, comme sur le politique) de la part des hommes mais aussi des femmes. Si ces positions se sont définies dans le fil des attitudes antérieures, le changement de langage est déterminant, elles sont inscrites dans le cadre nouveau de l'État, ce qui donne un autre sens à ce qui préexistait, en rejetant ce qui apparaît comme défense localiste contre des prétentions universalistes. Reste que l'histoire des communautés peut s'apprécier hors des cadres de pensée des acteurs dominants de l'époque.

Stefano PIVATO, *Integrazione nazionale e culture popolari. L'onomastica politica e ideologica nei comuni rurali italiani*, p. 117-133.

La sacralizzazione della politica attraversa le religioni politiche del Risorgimento e percorre l'esperienza delle varie correnti del movimento operaio. Il nome proprio riferito a un personaggio o a un simbolo della politica diviene non solo un segno di adesione alle nuove fedi, ma anche una delle tracce più significative del vissuto politico. Leggere l'evoluzione del rapporto onomastica e politica di una comunità significa ripercorrerne le vicende politiche e sociali e capire, almeno in parte, come quelle vicende sono state vissute nella dimensione privata della gente comune. L'analisi e l'evoluzione dell'onomastica ideologica manifesta inoltre la metamorfosi del rapporto fra la gente comune e la politica. Una politica che all'origine è vissuta come fede, come testimonianza di un credo la cui partecipazione ha aspetti di natura religiosa, che traspare dalla sostituzione dei nomi del calendario cristiano con quella dei protagonisti delle religioni politiche.

Ronald HUBSCHER, *Syndicalisme agricole et politisation paysanne*, p. 135-152.

La question des rapports entre syndicalisme agricole et politisation des campagnes n'a pas retenu l'attention des chercheurs, en raison de la difficulté d'appréhender les opinions des adhérents au nom desquels s'expriment les dirigeants. À l'image d'une masse paysanne passive, subissant l'endoctrinement des élites syndicales, s'oppose une autre lecture qui lui rend une autonomie de conduite. Refusant de confondre adhésion syndicale et adhésion politique les agriculteurs ont accepté que leurs élites dirigeantes, conservatrices ou républicaines se fassent les médiateurs de leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des parlementaires. En revanche, ils se sont montrés indifférents ou rebelles aux tentatives

d'endoctrinement si le message idéologique délivré était étranger à une culture politique qui nourrissait les convictions de bon nombre d'entre eux, des convictions que le syndicalisme agricole n'a pas réussi à ébranler.

Jean-Luc MAYAUD, *Pour une communalisation de l'histoire rurale*, p. 153-167.

Étudier les voies de la politisation villageoise ne peut faire l'économie d'approches fines et croisées, qui mettent en jeu toutes les ressources des méthodes, des savoir-faire et des concepts des multiples disciplines des sciences, humaines et sociales. Un rapide bilan historiographique introduit quelques études de cas relevant du politique au sein de *micropolis* villageoises. Pouvoirs confisqués et pouvoirs contestés ne peuvent être réduits aux archétypes de la «petite histoire». De même, les luttes villageoises témoignent des processus de la politisation, qui apparaît également comme l'apprentissage du double langage, entre le «local» et le «national».

Matteo SANFILIPPO, *Mobilità, inurbamento e politicizzazione degli immigrati italiani in Nord America. Il dibattito storiografico*, p. 169-195.

La storiografia sulla mobilità, l'inurbamento e la politicizzazione degli immigrati italiani in Nord America nell'Ottocento è divisa cronologicamente tra una posizione che nasce durante l'emigrazione ottocentesca e si rafforza nel nostro secolo, soprattutto negli anni del nuovo esodo dopo l'ultimo conflitto mondiale, e una che esordisce dopo il 1960 e si afferma nei decenni successivi. Il contrasto tra le due ipotesi origina da una diversa interpretazione non tanto dei fenomeni migratori, quanto dello sviluppo economico in Europa e nel Nord America. In particolare deriva dal diverso modo di definire cosa sia il mondo rurale nell'Ottocento e di chiarire se in quel secolo esista un'opposizione netta tra campagna e città e una differenza significativa fra Vecchio e Nuovo Mondo. È infine determinata dal fatto che si considerino o meno le campagne europee, soprattutto quelle dell'area mediterranea, come estranee ai nuovi sviluppi socio-economici, come separate dal nascente universo capitalistico.

François WEIL, *Intégration au national et migrations aux Amériques. Réflexions sur l'exemple français*, p. 197-206.

Cet article présente un ensemble d'hypothèses sur les liens existant entre deux phénomènes présents ensemble dans la France du dix-neuvième siècle, mais traditionnellement examinés séparément par l'historiographie : la nationalisation politique et culturelle de la France et l'émigration transatlantique vers les Amériques. Cette confrontation, menée notamment à partir d'une analyse du cas pyrénéen, suggère que la confrontation de ces deux processus peut déboucher sur de fructueuses remises en question, qui enrichissent les analyses de la nationalisation comme les études sur les migrants qui choisirent de quitter leur pays.

Peter McPHEE, *Contours nationaux et régionaux de l'associationnisme politique en France (1830-1880)*, p. 207-219.

De 1830 à 1880 il s'est effectué dans la vie politique de la France régionale une mutation que l'on peut qualifier de triomphe d'une culture politique démocratique ou républicaine. À la base de cette transition était une transformation de la mentalité associationniste des habitants de la province. Les trois grandes étapes de cette transformation furent les mobilisations politiques populaires à la suite des révolutions de 1830, 1848 et 1870. Le modèle de «modernisation» élaboré par l'historien américain Charles Tilly a illuminé les grandes lignes de ce changement. Cependant, cette transition variait en temps, en intensité, et en nature selon la région et en fonction de la présence croissante de l'État et du développement des réseaux de commerce et de communication.

Marco FINCARDI, *Culture comunitarie e moderni conflitti sociali nell'Italia rurale di fine XIX secolo*, p. 221-257.

L'associazionismo rurale ha avuto in Italia una diffusione ritardata di alcuni decenni rispetto a quello popolare urbano. Dove si è radicato precocemente e con forza ha subito generato elevate conflittualità, superiori a quelle del movimento operaio urbano. La grande depressione dell'agricoltura negli ultimi due decenni del XIX secolo e le tensioni sociali da essa generate nelle campagne coincisero col crescente sforzo della monarchia liberale per creare ritualità di massa e reti politiche di clientela che diffondessero a livello popolare il senso di appartenenza nazione. Nello stesso periodo, le forme associative degli operai e della piccola borghesia cittadina cominciarono a diffondersi nei paesi rurali. Queste iniziative frequentemente si intrecciavano coi costumi paesani e i linguaggi folklorici, con reciproci scambi tra moderni usi civili e cultura popolare, comprese le rappresentazioni localistiche della realtà sociale. L'espansione di pratiche di rappresentanza cittadina nella dimensione paesana e rurale risultò anche contraddittoria per le ambiguità di una classe dirigente liberale che si faceva educatrice laica nelle città, ma che preferiva disciplinare i contadini al rispetto delle tradizionali gerarchie attraverso i valori cattolici e il rispecchiarsi di ogni singola località nelle ritualità della propria parrocchia. La crescita di reti associative democratiche a carattere sovralocale, ben radicate in qualche regione, pose alla classe dirigente nazionale il problema di un controllo sulla sociabilità popolare, prima affidato alla borghesia municipale, coordinata a distanza dalle autorità prefettizie, oppure alla Chiesa. Nell'ultimo decennio del secolo, alcuni movimenti politici d'opposizione misero in funzione apparati associativi nazionali, con capacità di mobilitazione popolare superiori a quelle delle consorterie liberali, che pure disponevano di autorevolezza sociale, di giornali, di aiuti da parte delle istituzioni, e di mezzi da impegnare in iniziative filantropiche o per alimentare clientele.

Jesús MILLÁN, *La herencia política de la revolución liberal en la sociedad agraria española*, p. 259-286.

Este trabajo trata de discutir la perspectiva – frecuente en la historiografía española – de considerar que las experiencias decisivas de tipo político sólo podían darse como resultado de una larga evolución social, que rompiese el supuesto panorama anterior de localismo y pautas tradicionales de conducta. Aquí se insiste en el análisis de la compleja estructura social de fines del absolutismo y se repasan diversas experiencias de movilización y el uso de los conceptos de legitimidad que las acompañaban. La alternativa que se propone destaca la importancia de la movilidad social que promovió el liberalismo, a raíz de su triunfo en 1808-1843, y su capacidad para enlazar con reivindicaciones de carácter popular. Los límites al desarrollo de la opinión pública, por contra, derivarían del tardío entendimiento entre élites que se produjo desde 1875.

Maurizio RIDOLFI, *Gli spazi della politica nell'Italia rurale. Forme di sociabilità e rappresentanza elettiva tra '800 e '900*, p. 287-313.

Muovendo dagli studi recenti e proiettando il caso italiano nel contesto dell'Europa meridionale (la Francia e la Spagna in particolare), si rimarca l'influenza della società e dei costumi rurali nella configurazione dei caratteri genetici tanto di uno spazio allargato per la moderna competizione politica quanto della rappresentanza elettiva degli interessi sociali. Nel Mezzogiorno rurale ciò accadde nel quadro di conflitti territoriali e simbolici che enfatizzarono le tensioni insite nel difficile rapporto tra centro del nuovo Stato e periferie, riflettendosi nella diffusa natura clientelare delle relazioni politiche ed elettorali. Fu egualmente e soprattutto nello spazio sociale e culturale della provincia rurale che nelle regioni padane e settentrionali dell'Italia unita, tra i due secoli, emersero i primi insediamenti associativi e organizzativi delle culture politiche (cattolica e socialista in particolare) sorte ai margini del sistema liberale se non con un atteggiamento di opposizione.

José TENGARRINHA, *Le monde rural portugais au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 315-326.

La politisation des campagnes portugaises a son origine dans les révoltes anti-seigneuriales de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est alors que les paysans prennent conscience du fait que leur misère n'est pas l'effet des aléas de la conjoncture économique mais de l'organisation juridique de la société. Les soulèvements contre l'occupation française (1807-1810), fortement teintés de guerre religieuse, ont manifesté un mécontentement généralisé tout en contribuant à la cohésion nationale et à la politisation dans un sens conservateur. C'est le suffrage universel des premières assemblées libérales (1820 et 1822) qui a élargi l'espace public politisé. Au quotidien, l'enchevêtrement du religieux et du politique encadre la conscience paysanne dans un système de valeurs universelles qui n'est

incompatible avec un pragmatisme dominant. L'appui d'une grande partie du monde rural au souverain absolutiste – Don Miguel, qui a interrompu le régime libéral (1828) – ne signifie pas pour autant adhésion à l'absolutisme. C'est plutôt l'expression de la défense des valeurs qui ont toujours ordonné la vie paysanne et aussi une manière de combler un vide politique et sentimental. La résistance à la centralisation étatique ne veut pas dire défense du régime absolu. Le régime libéral intègre peu à peu les particularismes locaux à l'unité nationale, permettant ainsi de dépasser l'apolitisme des couches rurales. Mais le modèle urbain ne peut s'appliquer à l'évaluation du processus de politisation des campagnes portugaises.

Caroline FORD, *The use and practice of tradition in the politicization of rural France during the Nineteenth Century*, p. 327-341.

This article challenges views of rural politicization that are predicated on the binary and fixed categories of “modernity” and “tradition.” Patterns of peasant politicization in the devout and linguistically distinct areas of French Flanders and Lower Brittany at the end of the nineteenth century suggest that institutions associated with “traditional” society—notably the Catholic Church—served as vehicles of national integration and accelerated the politicization of rural groups. This article argues that historians should begin to explore the ways in which “tradition” in its myriad forms shaped political modernity in the countryside during the nineteenth century.

Roger DUPUY, *Les campagnes blanches de l'Ouest de la France (1793-1850) : sub-culture politique ou proto-politique populaire?*, p. 343-350.

Notre problématique est inspirée de la communication de R. Huard, *Existe-t-il une «politique populaire»?*, traitant de la politisation des couches populaires avant la Révolution de 1848 et présentée au colloque «Mouvements populaires et conscience sociale, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles» (Paris, 1984). À l'époque prévalait la typologie d'E. J. Hobsbawm pour qui les émotions populaires d'Ancien Régime n'étaient que des pulsions élémentaires, archaïques et sans perspectives politiques véritables.

La politique populaire de R. Huard se résumait à cinq mots clé : quotidienneté, proximité, immédiateté, moralisme et tradition. Nous proposons d'étoffer ces catégories : localisme et solidarités, immédiateté et contractualité des pouvoirs, ritualisme. La proto-politique expliquerait les résistances populaires sous la Révolution (sans-culotterie, chouannerie), la lenteur et les particularités de l'acculturation politique des paysans au XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'ouvrir un chantier renouvelant les critères du classement des formations politiques au XIX<sup>e</sup> siècle et au-delà.